

## REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 15 DECEMBRE 2014

### COMPTE-RENDU

Le Conseil communautaire s'est réuni le lundi 15 décembre 2014 à 20 H 30 au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence de M. Christian PETCHOT-BACQUÉ, Président.

#### 1° - APPEL

5 pouvoirs sont transmis : Christine Asse à Serge Castaignau, Michel Girondier à Guy Chabroux, Marie-Joëlle Debaty à Marc Canton, Philippe Grand à Jean-Marie Berchon et Monique Triep-Capdeville à Martine Villacampa.

#### 2° - DEMANDE D'AJOUT DE DELIBERATIONS

Le règlement du Conseil communautaire mentionne qu'à titre d'exception, si le Conseil communautaire l'accepte à l'unanimité, le Président peut proposer d'inscrire en additif à l'ordre du jour une affaire présentant un caractère strictement courant.

Le Président propose d'ajouter 3 délibérations à caractère courant puisqu'il s'agit de demandes de subventions auprès du Conseil général, afin de permettre leur inscription à la commission permanente de début 2015.

Ces délibérations concernent le dépôt de demandes de subventions pour les projets usines Berchon, la signalétique patrimoine et les Forges d'Arthez d'Asson.

Les délégués donnent leur accord.

#### 3°- INFORMATION DU CONSEIL

- **Agenda :**

- **Réunion d'information/économie sociale et solidaire (Crédit agricole):** le 26 janvier 2015 à 18 heures.
- **3<sup>ème</sup> atelier SCoT / PADD :** 29 janvier 2015 à 14 heures.
- **Calendrier budgétaire :**

- **DOB 2015 :**

- Bureau : 2 février à 18 H 30
    - Conseil communautaire : 23 février à 20 H 30

- **BP 2015 :**

- Bureau : 2 avril à 18 H 30
    - Conseil communautaire : 13 avril à 20 H 30.

#### 4° - NOMINATION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE : M. CASSOU

#### 5° - APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL DU 27 OCTOBRE 2014

**6° - COMPTE-RENDU DES DECISIONS DU PRESIDENT** (Délégation de compétences du 28/04/2014 – articles L.5211-10 du CGCT)

- **Le 8 décembre 2014**, décision d'attribution d'une mission d'expertise et d'assistance sur l'animation, la coordination des études, l'élaboration et le suivi des documents SCoT à M. David GENEAU, pour un montant TTC de 14 990 €. Cette prestation débutera à compter de la signature de la convention, jusqu'au 31 décembre 2015.
- **Le 8 décembre 2014**, décision d'attribution d'une mission d'expertise et d'assistance sur l'urbanisme intercommunal, la mise en place d'un service urbanisme-droit des sols et le traitement des publicités extérieures à M. David GENEAU, pour un montant TTC de 10 000 €. Cette prestation débutera à compter de la signature de la convention, jusqu'au 31 décembre 2015.
- **Le 8 décembre 2014**, décision d'attribution d'une mission d'appui pour la finalisation de la mise en place d'un dispositif « PAIS » sur le territoire du Pays de Nay, pour un montant TTC de 6 408 €.

**Examen des questions inscrites à l'ordre du jour.**

**1 - Motion sur les finances locales**

(Rapporteur : M. le Président)

Dans le cadre des débats sur les finances publiques, les collectivités locales et l'intercommunalité font l'objet d'attaques régulières relayées dans les médias, révélant souvent une grande méconnaissance voire une ignorance des réalités de la gestion locale et du fonctionnement du secteur public local.

Les rapports de la Cour des comptes privilégient, eux, une logique comptable, sans jamais aborder concrètement la question de fond, qui pourrait devenir inévitable, à savoir celle des services publics locaux qu'il conviendra de réduire, de fermer ou tout simplement de ne pas créer...

Les élus du Pays de Nay, à qui reviennent les décisions de gestion et de réalisation des projets communautaires, réunis en Conseil communautaire, souhaitent donc prendre la motion suivante :

- La maîtrise des dépenses, et en particulier des dépenses de fonctionnement, est un objectif constant des communes et des communautés de communes.  
Les communes sont le premier niveau du service public local. La réalité de leur gestion quotidienne n'est pas celle des largesses et de la « *dépense à tout va* ». Elles doivent répondre aux besoins et aux demandes de leurs habitants, tout en essayant de maîtriser ou de limiter leur fiscalité, dans un contexte financier de plus en plus contraint, notamment au niveau de l'évolution de leurs ressources. Elles s'appuient pour cela sur le dévouement et le bénévolat des équipes municipales, réalité le plus souvent méconnue ou méprisée, alors qu'elle devrait être au contraire félicitée et encouragée comme une expérience de participation citoyenne au service des territoires et de leurs habitants, toutes générations confondues ;  
Les communautés de communes, depuis plusieurs années, ont ouvert et développé de nombreux équipements et services à la population : piscines, crèches, relais d'assistantes maternelles, portage de repas, transport à la demande, services techniques de l'eau et de l'assainissement, optimisation de la collecte et du traitement des déchets, réseau de lecture publique, aides à la réalisation de logements communaux et sociaux, terrains pour les entreprises... Aucun de ces investissements et services ne leur paraissent « *non vertueux* » pour reprendre l'expression du président de la Cour des comptes. Elles le font, en outre, en respectant leurs grands équilibres financiers, qu'il s'agisse de l'évolution des frais de personnel ou de l'endettement. Elles pratiquent également, parfois depuis de longues années, le principe de la mutualisation des services qui favorise l'optimisation de leur fonctionnement ;

- Derrière le budget et le fonctionnement d'une collectivité, il y a ni plus ni moins que la mise en place, le développement voire le maintien de services à la population. Derrière les budgets d'investissement locaux et la commande publique locale, il n'y a ni plus ni moins que des emplois, dans les domaines de la construction, de l'entretien des bâtiments et du patrimoine, des travaux de voies et réseaux... Il convient d'ailleurs de rappeler que les emprunts des collectivités sont destinés à répartir dans le temps le poids des investissements durables et qu'ils ne servent jamais à l'équilibre du budget de fonctionnement, au contraire du budget de l'Etat et des comptes sociaux qui ne s'en servent pratiquement que dans ce seul objectif d'équilibre ;
- Enfin, il ne peut pas être reproché en même temps aux collectivités de trop dépenser et de ne pas assez dépenser. Pour s'en tenir à ces deux dernières années, le Conseil communautaire relève :
  - Que le Haut Conseil de la Famille et la CNAF viennent d'estimer que « *les collectivités ne créent pas suffisamment de places en crèches* » (la CCPN a ouvert 2 crèches en 2010 et 2011, avec la création de 12 postes pour répondre aux obligations d'encadrement) ;
  - Que les communes et les communautés devront aussi, en 2015, créer un service commun pour l'instruction des autorisations d'urbanisme, suite au retrait des services de l'Etat (article 134 de la loi ALUR du 24 mars 2014) : cela devrait représenter pour le Pays de Nay la création de 3 postes d'agents instructeurs car ces postes n'existent pas dans les communes rurales ;
  - Que les communes devront aussi supporter l'essentiel du coût de la réforme des rythmes scolaires ; dans de nombreuses communes, cela représente des embauches et des hausses significatives d'impôts ;
  - Que les collectivités devraient aussi se saisir, à la demande de l'Etat, du dispositif des emplois d'avenir ou autres emplois aidés, mesures nationales de lutte contre le chômage des jeunes, car « *les collectivités ont toujours répondu favorablement lorsqu'il s'est agi de lutter contre la précarité* » (courrier de M. le Préfet du 21 décembre 2012) ;
  - Que les collectivités devraient aussi favoriser l'accès à l'emploi titulaire et titulariser le plus possible leurs agents contractuels, pour répondre aux objectifs de la loi du 12 mars 2012 d'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique ;
  - Que les collectivités doivent aussi respecter les normes de gestion environnementale (réhabilitation de décharges, nouvelle compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations au 1/01/2016, projet de loi sur la transition énergétique et l'« *économie circulaire* »...), les normes d'encadrement dans les crèches (1 adulte qualifié pour 6 enfants), les normes d'accessibilité des bâtiments (Ordonnance du 26 septembre 2014-Agendas d'accessibilité programmée) ;
  - Que les collectivités locales doivent aussi payer leurs fournisseurs dans un délai global réduit à 30 jours alors même que l'Etat réduit en même temps le nombre de ses agents dans les Trésoreries chargées de payer leurs dépenses,
  - Que les intercommunalités devraient accroître toujours davantage leur taille, alors même que de multiples exemples, notamment dans les grandes intercommunalités urbaines, commencent à montrer les coûts et les difficultés de fonctionnement de trop grandes structures et des pseudo « mutualisations » non réfléchies et à marche forcée ;
  - Qu'enfin, les communes et les communautés de communes devraient faire tout cela malgré les diminutions de dotations d'Etat (perte cumulée de près de 900 000 € pour la communauté de communes) et malgré l'annonce d'une norme de progression plafonnée de la dépense locale (projet de PLF 2015), sauf, bien sûr, à s'engager dans des reports ou des annulations de projets et de services, à diminuer l'autofinancement ou à recourir à l'emprunt.

Le Conseil communautaire estime donc que les difficultés réelles des comptes publics, qui appellent bien entendu une solidarité nationale, n'autorisent pas toutes les critiques et toutes les approximations à l'encontre du secteur public local.

Il en appelle également à une plus grande cohérence des discours et des analyses de chacun.

La présente motion sera adressée à MM. les Parlementaires, à M. le Préfet des Pyrénées-Atlantiques et à M. le Président de la Cour des Comptes.

(Adoption à l'unanimité).

## **2° - Motion sur le projet d'adhésion des communes d'Assat et de Narcastet**

*(Rapporteur : M. le Président)*

Les communes d'Assat (motion du 13 novembre 2014) et de Narcastet (motion du 17 novembre 2014) viennent de réaffirmer leur volonté d'adhérer à la Communauté de communes du Pays de Nay (CCPN).

Le projet d'adhésion des communes d'Assat et de Narcastet à la Communauté de communes du Pays de Nay se fonde, depuis plusieurs années, sur une démarche réfléchie et partagée.

Dans un 1<sup>er</sup> temps, les bureaux et élus de la Communauté de communes du Pays de Nay et de la Communauté de communes de Gave et Coteaux se sont rapprochés, de mai à septembre 2011, afin d'étudier les perspectives d'évolution du périmètre des deux communautés de communes dans le cadre des réflexions et des travaux du schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI).

Les communes d'Assat et de Narcastet et la CCPN, à l'été 2011, ont rendu leur avis sur le projet de schéma départemental de coopération intercommunale. A cette occasion, la perspective de l'adhésion des communes d'Assat et de Narcastet à la CCPN a été précisée par chacun.

Dans cette dynamique et dans une volonté de construction et de partage de ce projet d'adhésion, la CCPN a ouvert ses commissions de travail (février 2012) puis son bureau (décembre 2012) aux communes candidates à une entrée en son sein.

Les communes d'Assat (délibération du 24 octobre 2012) et de Narcastet (délibération du 26 novembre 2012) ont ensuite demandé leur adhésion à la CCPN.

Le 17 décembre 2012, le Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays de Nay a approuvé ces demandes d'adhésion des communes d'Assat et de Narcastet.

La CDCI restreinte du 28 janvier 2013 a émis un avis défavorable au retrait de ces deux communes de la Communauté de communes et de Gave et Coteaux, qui s'est traduit par un arrêté préfectoral de refus en date du 21 février 2013. Ce refus était fondé sur le fait que ces retraits feraient passer la Communauté de communes et de Gave et Coteaux en dessous du seuil de 5 000 habitants. Plus informellement, la nécessité ou le souhait d'attendre les échéances proches des élections municipales 2014 ont également été évoqués par les autorités.

A l'issue de ces échéances électorales,

Dans le contexte de la reprise des travaux sur le SDCI des Pyrénées-Atlantiques,

Dans l'attente des concertations annoncées mais non intervenues à ce jour,

Dans le cadre des études financières et juridiques d'extension de périmètre actuellement réalisées,

Comme pour les communes d'Arbeost et de Ferrières dont l'adhésion a été finalisée au 1<sup>er</sup> janvier 2014,

La Communauté de communes du Pays de Nay réaffirme solennellement sa volonté d'accueillir en son sein les communes d'Assat et de Narcastet, dans le cadre du même projet d'intercommunalité partagée, au vu :

- De la continuité territoriale et géographique des communes ;
- De l'appartenance à un même territoire et bassin de vie quotidienne, à caractère rural et péri-urbain, agricole et industriel ;
- De la gouvernance de la Communauté de communes du Pays de Nay, EPCI à taille humaine (26 000 habitants à ce jour), fondé sur une organisation mutualisée s'efforçant de respecter l'identité et la place de chacune de ses communes, privilégiant des compétences et des services de proximité adaptés à la réalité des besoins des populations et de ses communes membres.

Dans l'attente des concertations à venir et des délibérations plus formelles qu'il appartiendra aux communes et à la CCPN de prendre dans les prochains mois, le Conseil communautaire, par cette motion, charge le Président d'engager toutes les démarches nécessaires et utiles pour faire aboutir dans les meilleurs délais ces projets d'adhésion.

*(Adoption à l'unanimité).*

### **3° - Convention de partenariat avec la Communauté de Communes du Val d'Azun - Valorisation et développement du Col du Soulor**

*(Rapporteur : G. CHABROUT)*

Le périmètre du Pays de Nay s'est étendu à une zone de montagne importante, avec l'entrée, le 1<sup>er</sup> janvier 2014, des communes de Ferrières et d'Arbéost dans la Communauté de communes du Pays de Nay.

Un des sites notoires de ce nouveau périmètre est celui du Col du Soulor, lieu emblématique du Val d'Azun, attenant aux Vallées d'Ossau (Col d'Aubisque) et de l'Ouzom.

Pour la CCPN, le Col de Soulor peut représenter un potentiel et une opportunité de développement des flux touristiques, sur lesquels il est intéressant de travailler. Le Col du Soulor est en effet, avec le Col de Spandelles, un « débouché » direct et majeur de la Vallée de l'Ouzom. Des comptages routiers effectués en 2010 avaient enregistré un passage journalier moyen de 3 000 véhicules sur la période estivale, sur l'axe Val d'Azun – Col d'Aubisque-Vallée d'Ossau. L'axe Pays de Nay/Vallée de l'Ouzom peut être davantage développé.

Le site du Col du Soulor est l'objet, depuis plusieurs années, de réflexions et d'études visant à sa valorisation et à un meilleur développement de son potentiel.

En 2004, la Communauté de communes du Val d'Azun avait mené une étude de faisabilité pour une valorisation du Col du Soulor. A l'issue de cette étude, des aménagements avaient été réalisés sur le site, sur le versant appartenant à la commune d'Arrens-Marsous. Toutefois, le col à proprement parler, et donc l'endroit où les visiteurs s'arrêtent, se situe sur la commune d'Arbéost, et l'ensemble du projet initial n'avait pu voir le jour.

Depuis l'été 2014, plusieurs rencontres avec la Communauté de communes du Val d'Azun ont permis de confirmer une volonté commune de travailler sur un projet de valorisation du Col du Soulor. Par ailleurs, les équipements déjà mis en place par la Communauté de communes du Val d'Azun nécessitent d'être pris en compte dans la formalisation d'un projet de valorisation, pour conserver une pertinence dans les aménagements et à terme une cohérence dans le fonctionnement.

A cette fin, il est proposé de passer une convention de partenariat (projet joint) avec la Communauté de communes du Val d'Azun. La première étape de ce partenariat et de ce projet sera de réaliser une étude pour actualiser le projet de valorisation du site et en étudier sa faisabilité.

Le portage administratif de l'étude sera assuré par la CC du Val d'Azun, le territoire d'études étant situé sur les Hautes-Pyrénées. Une demande de subvention est possible auprès du Conseil Général des Hautes-Pyrénées et du Conseil Régional Midi-Pyrénées.

Le coût de cette étude peut être évalué à 9 000 € TTC, financée à hauteur de 50%. Son financement sera réparti entre les deux communautés de communes, au prorata au nombre d'habitants.

**G. CHABROUT** informe les délégués de l'organisation d'une rencontre, le 18 décembre, au Col du Soulor pour sceller le partenariat entre les deux Communautés de communes, en présence du Président du Conseil général des Hautes-Pyrénées et de celui des Pyrénées-Atlantiques.

**Le Président** rappelle que ce projet avait été initié par les deux chambres consulaires de Commerce et d'industrie de Tarbes et de Pau.

**A. MALLECOT** remercie les deux Communautés de communes qui contribuent ainsi au développement et à l'avenir de la commune d'Arbéost, puisqu'elle bénéficiera de retombées aussi bien économiques que sociales ou culturelles.

*(Adoption à l'unanimité).*

#### **4° - Extension du bâtiment de l'Office de tourisme communautaire**

*(Rapporteur : A. LAULHE)*

Le bâtiment de l'Office de tourisme communautaire est régulièrement touché par les crues du gave de Pau. Le local en sous-sol, où sont en général entreposés les stocks de brochures touristiques et les archives, est de ce fait systématiquement inondé. Il n'est donc plus possible d'utiliser ce local. De ce fait, l'espace consacré à l'entrepôt des documents et de matériels divers a du être reporté en rez-de-chaussée, réduisant de fait l'espace d'accueil et de travail.

Depuis la réalisation du bâtiment de l'Office de tourisme (anciens bains douches municipaux), configuré pour accueillir 3 salariés, dont 2 à l'accueil, les besoins en place ont évolué, et l'équipe compte depuis 2012 une personne supplémentaire. Des missions (communication et Technologies de l'Information et de la Communication, production, démarche Qualité) ont été dévolues, venant compléter les missions d'accueil du personnel. Un espace de travail, distinct de l'espace d'accueil est donc également nécessaire, afin de faciliter le travail des agents sur les différents dossiers. Enfin, la livraison au printemps prochain du tronçon de la véloroute Pyrénées Gave Adour passant sur le Pays de Nay, et, à moyen terme, la mise en service de l'ensemble de cette ligne sur le département, laisse envisager une augmentation du nombre de visiteurs à l'Office de tourisme.

Le Conseil d'Architecture, d'urbanisme et de l'environnement, (CAUE), sollicité en tant qu'organisme conseil, a procédé à la formalisation des besoins en termes d'extension et de réagencement intérieur. Le projet est également envisagé en tenant compte de l'environnement immédiat du bâtiment (jardin public en tant que trait d'union avec le centre ville). Ce cahier des charges servira de base à l'architecte.

Le coût d'extension du bâtiment de l'Office de tourisme est estimé à 120 000 / 140 000 € HT. Les frais d'honoraires d'un architecte étant de l'ordre de 10 à 12% du montant des travaux, le coût de cette intervention se situerait en-deça du seuil fixé pour la commande publique, et laisse donc libre le maître d'ouvrage de consulter directement un ou plusieurs architectes.

Il est toutefois recommandé, dans l'éventualité de dépassement du coût prévisionnel des travaux, de procéder à une consultation. L'architecte ayant suivi le projet initial en 2007 sera de toutes manières informé de cette démarche, dans la mesure où il a la propriété intellectuelle du projet.

**A. CAPERET** précise que lorsqu'il y a des remontées d'eau, celles-ci se font par les canalisations des fosses. Le bâtiment devant être prochainement raccordé au réseau d'assainissement collectif, ces canalisations seront bouchées et le problème d'inondation du sous-sol sera ainsi réglé.

*(Adoption à l'unanimité).*

#### **5° - Prise de compétence : « aménagement numérique du territoire »**

*(Rapporteur : JY. PRUDHOMME)*

Le Département des Pyrénées-Atlantiques a approuvé en 2013 son Schéma Directeur d'Aménagement Numérique du Territoire (SDAN) afin de développer le déploiement de l'Internet Très Haut Débit sur le territoire.

A l'issue d'une large concertation, un projet de création d'un syndicat mixte ouvert aux collectivités locales titulaires de la compétence relative à la construction et l'exploitation de réseaux de communication électroniques (article L.1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales) est engagé. Ce syndicat sera chargé d'imaginer et de mettre en œuvre les solutions adaptées aux besoins et aux capacités financières des territoires.

Le financement sera partagé entre la Région, le Département et le bloc « communes/intercommunalités ».

Compte tenu du montant des investissements en jeu et de la nécessité d'une étude à une échelle territoriale large pour déterminer la consistance du réseau à construire, il est proposé que la Communauté de communes du Pays de Nay se dote de la compétence « Aménagement numérique du territoire » sur la base de l'article L.1425-1 Code Général des Collectivités Territoriales».

L'article 1 – Aménagement de l'espace – d) serait donc complété en conséquence. Les conseils municipaux seront appelés à statuer sur cette question dans le délai de trois mois à compter de la notification qui leur sera faite de la présente délibération.

**G. d'ARROS** s'interroge sur les délais de mise en œuvre du Très haut débit dans l'ensemble des communes du territoire.

**JY. PRUDHOMME** indique que la création du Syndicat mixte devrait être effective en milieu d'année 2015. Une étude sera ensuite menée dans le département, en vue du lancement des réalisations qui devraient aboutir en 2017/2018 pour les premières et s'achever, pour les dernières, en 2020.

Il insiste sur le soutien indispensable des conseillers généraux dans ce projet.

**M. CASSOU** rejoint M. d'ARROS dans ses observations et estime absolument essentiel que toutes les communes puissent disposer d'un calendrier précis de réalisation, avec comme échéance maximale, la fin du mandat actuel, avec obtention du débit maximum possible. Il rappelle que si la fibre optique traverse certaines communes (Baliros, Saint-Abit, Pardies-Piétat notamment), celles-ci n'en ont pas pour autant l'usage.

**G. d'ARROS** rappelle que les fournisseurs d'accès Internet ne proposent pas les mêmes services selon la localisation des villages (accès aux chaînes de télévision par exemple) et se demande s'il ne peut pas être fait pression pour obtenir rapidement un débit, si ce n'est maximal, du moins cohérent.

**JY. PRUDHOMME** indique qu'une étude très récente a été réalisée par IRIS 64 et SFR. Six sous-répartiteurs sont éligibles sur le territoire. Il signale également l'importance du coût du haut débit pour les communes.

**Le Président** estime qu'une priorisation devra être faite pour apporter une réponse aux communes qui ont un débit de seulement 512 kbps à 2 mégas.

**A. VIGNAU** indique que pour un débit de 8 mégas, le coût par abonné est de 400 €.

*(Adoption à l'unanimité).*

## **6° - Extension du PAE Monplaisir/parcelle 4 lots – Demande de subvention auprès du Conseil Général**

*(Rapporteur : S. CASTAIGNAU)*

Créé en 1989, le Parc d'Activités Economiques (PAE) Monplaisir, de gestion intercommunale, accueille aujourd'hui, 22 entreprises (industries de la métallurgie, agro-alimentaire, artisans) sur une superficie de 12 hectares.

Il a été aménagé par phases successives de lotissement. A ce jour, tous les lots ont été cédés.

Grâce à la préemption des parcelles B 771 et B 769 par la commune de Bénéjacq et la rétrocession à la Communauté de communes du Pays de Nay, 16 275 m<sup>2</sup> sont disponibles pour l'installation d'entreprises en continuité du PAE existant.

Cette surface a été scindée en deux parcelles de 6500 m<sup>2</sup> et 9775 m<sup>2</sup>.

La première partie peut être cédée à une entreprise dans son intégralité.

La seconde va faire l'objet d'un aménagement.

Cette dernière sera composée de 4 lots de 1500 à 3015 m<sup>2</sup> divisibles.

Afin d'engager ces travaux d'aménagement, la Communauté de communes du Pays de Nay a décidé de missionner un bureau d'étude afin de lancer les travaux de viabilisation.

Des crédits prévisionnels sont inscrits au budget 318 de la Communauté de communes. Le montant prévisionnel de l'opération est de 194 000 € HT.

Plan de financement

DEPENSES en Hors Taxes	En euros	RECETTES	En euros	En %
Détails des principaux postes :		Conseil Général (Aides aux tiers)	77 600 €	40 %
Etudes :		CCPN (autofinancement)	116 400 €	60 %
Travaux :	34 000 €			
	160 000 €			
<b>TOTAL</b>	<b>194 000 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>194 000 €</b>	<b>100%</b>

(Adoption à l'unanimité).

## **7° - Création d'un Service Urbanisme-Droit des sols**

(Rapporteur : J. SAINT-JOSSE)

La Loi « ALUR » du 24 mars 2014 met fin à la mise à disposition gratuite des services de l'Etat en faveur des communes pour l'instruction des autorisations d'urbanisme dès lors qu'elles appartiennent à une intercommunalité de plus de 10 000 habitants. La reprise de ce service par les communes doit être opérationnelle au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

**Il est proposé, afin d'assurer la continuité de ce service et de répondre aux besoins du territoire et des communes dans ce domaine, de créer un service commun Urbanisme-droit des sols à l'échelon communautaire.**

Du point de vue juridique et des attributions de la CCPN, les notions d'instruction et de délivrance des autorisations d'urbanisme doivent être précisées, au préalable, par rapport à la notion de compétence en matière d'urbanisme.

L'urbanisme fait partie des compétences qui ont été transférées aux communes en 1983. La compétence intercommunale en matière d'urbanisme recouvre, dans les statuts des communautés de communes, au sein du bloc de compétence « aménagement de l'espace » :

- le SCoT,
- la compétence de planification urbaine, c'est-à-dire une compétence d'élaboration de documents d'urbanisme (PLU, POS jusqu'en mars 2017, carte communale).

La loi ALUR a introduit de nouvelles dispositions s'agissant de la compétence des communautés de communes et d'agglomération en matière d'urbanisme : elle érige en principe le caractère intercommunal de la compétence d'urbanisme, mais offre aux communes membres une capacité de renoncer localement à ce transfert d'ici le 27 mars 2017, dans des conditions de majorité qualifiée (article L. 5214-16 CGCT).

L'instruction et la délivrance des autorisations d'urbanisme ne constituent pas, elles, une compétence proprement dite. L'instruction constitue un service et une phase d'étude technique, qui peut s'accompagner de missions complémentaires tels que l'archivage, le contrôle de conformité des travaux et la gestion des recours. La délivrance des autorisations est un pouvoir de police spéciale de l'urbanisme dévolu au maire, qui peut être délégué pour une durée déterminée au Président de l'EPCI (article L. 422-3 du code de l'urbanisme).

L'instruction intercommunale peut revêtir plusieurs formes d'organisation mais doit donc être considérée comme un service et non une compétence. La loi MAPTAM du 27/01/2014 a d'ailleurs levé toute ambiguïté, affirmant que cette instruction organisée localement pour le compte des communes est bien une mutualisation (article L 5211-4-2 du CGCT).

Bien entendu, en pratique, dans la dynamique et l'organisation des territoires, les liens sont étroits entre instruction et planification urbaine. L'instruction mutualisée favorise un urbanisme local partagé, à l'échelon des communautés. Le SCoT renforce encore cette réalité commune.

La CCPN a étudié, en 2012, en lien étroit avec les maires, la possibilité et les conditions de création d'un tel service à l'échelon communautaire, sur la base d'une analyse de l'instruction des autorisations d'urbanisme sur le territoire du Pays de Nay au cours des années 2005-2011 et de la visite de 3 EPCI ayant mis en place ce type de service.

Le Bureau des Maires du 18/03/2013 a ensuite décidé la mise en place d'un groupe de travail technique entre la CCPN et les communes (7 communes volontaires) sur la mutualisation de services entre la CCPN et les communes. Le Bureau a également estimé que la création d'un nouveau service dans le domaine de l'urbanisme serait une priorité du futur schéma de mutualisation de services entre la CCPN et les Communes (Loi du 31/12/2010 et article L. 5211-39-1 du CGCT).

Ce groupe de travail s'est réuni les 19/09/2013, 14/11/2013, 4/03/2014 et 3/10/2014. Dans ce cadre, il a spécifiquement analysé le projet de création d'un service d'instruction des autorisations d'urbanisme.

Sur cette base technique, un 1<sup>er</sup> rapport sur la mise en place d'un service d'instruction des autorisations d'urbanisme a été présenté en Commission Aménagement de l'Espace du 3/06/2014.

La reprise de l'instruction des autorisations d'urbanisme concerne les communes qui ont les compétences PLU ou POS approuvé et carte communale avec compétence du maire. 21 communes sur 26 seraient concernées. Les communes d'Arbéost, Baliros, Bruges, Haut-de-Bosdarros et Saint Vincent, qui n'ont pas à l'heure actuelle de document d'urbanisme, ne seraient donc pas concernées à court ou moyen terme. Elles pourront bien sûr intégrer le service le jour où elles seront couvertes par un document d'urbanisme.

Le maire demeurera compétent pour signer les autorisations de construire.

La tarification du service n'est pas obligatoire. Dans la grande majorité des cas, les communes et les EPCI ont fait le choix de ne pas facturer ce service aux communes. **Il est proposé de ne pas appliquer de tarification et d'intégrer ce service au budget général de la CCPN.**

Une convention sera passée avec chaque commune concernée, définissant les rôles respectifs de la CCPN et des communes en termes d'instruction et le fonctionnement concret du service avec notamment, comme principes d'organisation :

- une instruction de l'ensemble des dossiers par la CCPN ;
- le principe de la mairie comme « guichet unique » : en pratique, en effet, c'est dans le cadre communal que se sont organisés les services d'instruction des autorisations d'urbanisme. Ce principe du guichet unique n'a jamais été remis en cause. Il fait de la commune le lieu privilégié de la relation directe au pétitionnaire et des premiers actes de l'instruction (enregistrement, transmission du dossier...). **Il est proposé de conserver ce fonctionnement, avec des possibilités de rendez-vous et de permanences à la CCPN.**

Concernant, enfin, les modalités administratives et les ressources humaines nécessaires à la mise en place de ce service, il doit être précisé d'emblée qu'une mutualisation de services et de moyens existants entre la CCPN et les communes ne sera pas possible car il n'existe pas de services instructeurs dans les communes.

**Il est donc proposé de créer un service commun au titre de l'article L.5211-4-2 du CGCT, géré par la CCPN.**

Le dimensionnement du service a été étudié en s'appuyant sur le nombre d'actes à instruire sur le territoire et sur les ratios appliqués par la DDTM et par d'autres collectivités en matière de nombre de dossiers d'instruction par agents. L'analyse aboutit à un ratio de 250 dossiers pondérés (selon la nature de l'acte) par agents, soit 2,76 agents.

Sur cette base, le service pourrait, à ce stade, être composé selon deux hypothèses :

1<sup>ère</sup> hypothèse : création d'un service de 3 agents communautaires

Le service serait composé de 3 agents devant être recrutés par la CCPN d'ici le 1/07/2015 :

- 1 cadre A ou B à temps plein (administratif ou technique, titulaire ou contractuel), responsable du Service. Outre la direction du Service et la réalisation de certains actes d'instruction, cet agent assurerait le suivi des thématiques sectorielles d'aménagement de l'espace directement liées à la mise en place du SCoT et à l'accompagnement des documents d'urbanisme communaux (habitat, paysages, foncier, mobilités, énergie...)

- 2 instructeurs à temps plein (catégories B ou C, administratif ou technique)

Le coût de ce service en frais de personnel est évalué à 105 000 €, auquel s'ajouteront les frais d'équipements (matériel informatique, logiciel ADS, véhicule...).

2<sup>ème</sup> hypothèse : création d'un service de 2 agents avec un appui complémentaire de l'APGL :

- 1 cadre à temps plein pour la direction du Service Urbanisme-Droit des sols et la réalisation de certains actes d'instruction

- 1 instructeur à temps plein

- 1 instructeur à mi-temps recruté par le service Urbanisme de l'APGL et mis à disposition des communautés des communes dans le cadre d'une convention de 3 ans.

Cette solution privilégierait la montée en puissance progressive du service communautaire, au vu de la pratique et de la connaissance concrète des besoins du territoire et de leurs perspectives d'évolution. L'effectif de la CCPN pourrait ainsi, si besoin, être à terme définitivement ajusté et complété en personnel propre.

Il est également à noter que l'APGL serait au nombre des organismes et prestataires à même d'accompagner les communautés de communes dans l'analyse et la veille juridiques, ainsi que pour les contentieux ADS. Un achat du logiciel ADS mutualisé avec l'APGL et les autres communautés de communes, début 2015, peut également être envisagé (groupement de commande piloté par l'APGL).

Dans tous les cas de figure, le personnel sera placé sous l'autorité fonctionnelle à la fois du Président de la CCPN et des maires. Le président de la CCPN sera l'autorité territoriale compétente pour prendre les décisions relatives à la gestion du personnel.

Le service devrait être localisé au siège de la CCPN, dans le bâtiment actuellement occupé par la Mission Locale et Pôle Emploi.

**J. SAINT-JOSSE** remercie M. CASSOU et les services de l'Agence publique de gestion locale qui ont travaillé sur ce dossier.

**M. CASSOU** rappelle que l'Etat gardera son pouvoir de contrôle, puisque les dossiers seront instruits par la Communauté de communes mais seront soumis au contrôle de légalité.

**A. VIGNAU** souhaite savoir s'il y aura un transfert des personnels de la DDTM à la Communauté de communes.

**JL. POUHEY** indique que, selon les indications fournies cet automne par les services de l'Etat, une douzaine de communautés de communes sont concernées et qu'une trentaine d'agents devraient être réaffectés sur d'autres missions au sein de la DDTM. Des départs à la retraite étant programmés pour d'autres, au final très peu d'agents (moins de 5) pourraient rejoindre ces nouveaux services d'urbanisme locaux.

**R. DOUSSINE** intervient au nom des communes qui, telle Saint-Vincent, n'ont pas encore de document d'urbanisme et qui seront donc pénalisées jusqu'en 2017.

**M. CASSOU** estime que ces communes pourront s'adresser au service instructeur de l'APGL, ou éventuellement au service de la Communauté de communes lorsqu'il fonctionnera.

**JL. POUHEY** indique qu'il est proposé dans la délibération que ces communes intègrent immédiatement le système. Elles auront ainsi accès aux permanences, pourront bénéficier de conseils ou être accompagnées dans l'élaboration de leurs documents d'urbanisme si elles le souhaitent. L'instruction de leurs autorisations d'urbanisme continuera cependant, pour l'heure, à être assurée par l'Etat.

**JY. PRUDHOMME** rappelle que lorsqu'une commune ne dispose pas de PLU, le maire signe les dossiers d'instruction au nom de l'Etat, et pas en son nom comme c'est le cas lorsqu'il y a un PLU.

**J. SAINT-JOSSE** insiste sur le fait d'intégrer ces communes dans le système le plus rapidement possible.

S'agissant du projet de convention correspondante, **JL. POUHEY** signale qu'il a évolué sur des points techniques depuis les commissions aménagement de l'espace des 3 juin et 13 novembre 2014, suite à plusieurs observations des techniciens des communes.

Il est également proposé de se laisser un peu de temps pour intégrer les derniers points techniques de cette convention, d'ici début janvier 2015, afin de permettre la réception éventuelle d'observations transmises par les communes.

*(Adoption à l'unanimité).*

#### **8° - Règlement communautaire Habitat : aide au projet de logement communal de Ferrières**

*(Rapporteur : S. VIRTO)*

La Communauté de communes du Pays de Nay a mis en place un règlement communautaire Habitat qui permet une intervention au soutien des projets de logements communaux.

Par délibération du 23/10/2014, la commune de Ferrières a sollicité, dans ce cadre, l'attribution d'une aide de la CCPN pour la réhabilitation d'un logement communal (ancien logement instituteurs), situé au 1<sup>er</sup> étage du bâtiment école-mairie.

Ce projet s'insère dans la volonté de la commune d'accueillir une nouvelle population dans des logements locatifs permanents.

L'opération consisterait principalement en une réhabilitation complète et une amélioration énergétique du logement.

Il est donc proposé, dans le cadre des dispositions prévues à cet effet par le règlement communautaire Habitat, d'approuver une intervention de la Communauté de communes à hauteur de 30% sur le reste à charge de la commune. Il est rappelé que l'aide de la CCPN est plafonnée, dans ce cadre, à 15 000 €.

Le plan de financement du programme de travaux de réfection s'établit comme suit :

Montant des Travaux + honoraires : 43 991 € HT

Subvention FAR 2014		<b>6 000 €</b>
Subvention DETR 2014		<b>3 000 €</b>
Subvention Palulos		<b>1 000 €</b>
Reste à charge		<b>38 390 €</b>
Participation CCPN		<b>11 517 €</b>

*(Adoption à l'unanimité).*

## **9° - Résidence Terre d'Envol - Renouvellement de la convention CCPN/Habitat Jeunes Pau Pyrénées**

*(Rapporteur : S VIRTO)*

La Résidence Terre d'Envol a ouvert en 2012, à Bordes.

Structure d'hébergement de 43 logements (61 places), à destination de jeunes en formation et/ou en alternance, elle constitue une des réalisations phares de la politique habitat de la CCPN. Le choix de localisation et de création de cette structure à proximité et en milieu rural est apparu comme la meilleure solution pour les jeunes en formation ou en alternance - primo-salariés, apprentis, ingénieurs, stagiaires - sur un territoire qui manque de petits logements. Ce projet est également apparu comme fondamental pour le site industriel Aeropolis, le centre de formation et les nouvelles entreprises du pôle devant pouvoir trouver une réponse rapide, adaptée et optimisée aux contraintes de logement, parfois réhivitoires, générées par l'accueil de jeunes travailleurs.

La Résidence Terre d'Envol est gérée par l'Association Habitat Jeunes Pau-Pyrénées.

La CCPN a participé à hauteur de 105 000 € au financement de l'investissement (délibérations des 28/02/2011 et 19/12/2011). Elle participe également à son fonctionnement, dans le cadre d'une convention, à hauteur de 10 000 € par an (délibération du 10/04/2012).

Le budget de fonctionnement annuel de la Résidence Terre d'Envol est de l'ordre de 400 000 €. Les autres participants au fonctionnement sont le Conseil général, la CAF, le Conseil régional et le CFAI.

Il est proposé de renouveler la participation de la CCPN au fonctionnement de la Résidence Terre d'Envol, dans le cadre d'une convention couvrant les exercices 2014, 2015 et 2016 (projet joint). Le montant de la participation annuelle de la CCPN serait le même (10 000 €), indexé sur l'indice INSEE.

*(Adoption à l'unanimité).*

## **10° - Etude diagnostic, de besoins et de faisabilité en vue de la création d'un Centre intercommunal d'action sociale (CIAS)**

*(Rapporteur : JM. BERCHON)*

La Communauté de communes a conduit, en 2012, une démarche d'animation et de réflexion autour des enjeux d'un projet d'action sociale intercommunale, accompagnée en cela par Mairieconseils.

Les communes ont ainsi réalisé un autodiagnostic concernant la vie sociale sur leur territoire, avec comme objectif de recenser les différents acteurs et actions sur la commune et de sensibiliser l'ensemble des élus aux préoccupations sociales.

Les professionnels et les bénévoles locaux de l'action sociale intervenant dans les domaines de l'enfance, de la jeunesse, de l'action sociale, des personnes âgées et handicapées ont fait ensuite part de leurs actions et préoccupations sur le territoire.

Une synthèse générale réalisée par le groupe de pilotage a permis de comparer et de mettre en commun le regard des élus et des acteurs locaux et institutionnels, afin de retranscrire la pluralité de l'action sociale sur le territoire du Pays de Nay.

Des constats ont été établis et des points à renforcer ont été observés, en particulier dans les domaines de l'enfance et de la jeunesse, de la scolarité, du vieillissement, de la santé, du monde associatif et du logement, ainsi qu'en matière de lisibilité et de coordination de ces acteurs sur le territoire.

Enfin, cette étude a permis d'évoquer la possibilité, voire la nécessité, de créer un Centre intercommunal d'action sociale (CIAS).

Il est donc proposé, dans le cadre des travaux de la Commission Service aux personnes-Action sociale et Santé, d'engager une étude diagnostic, de besoins et de faisabilité d'un projet de CIAS sur le territoire du Pays de Nay.

L'objet de l'étude est :

- d'une part de réaliser un diagnostic précis des modalités d'organisation et d'exercice de l'action sociale menée sur le territoire. Elle précisera le rôle et les besoins des associations et collectivités gérant les services d'aides à domicile, l'aide alimentaire, les services à la personne en général. Elle s'appuiera sur la synthèse de la démarche d'approche du projet d'action sociale intercommunale menée avec Mairie Conseils ;
- d'autre part et dans un 2<sup>ème</sup> temps, d'examiner la faisabilité financière, juridique et technique proprement dites de la création d'un CIAS, dans une perspective opérationnelle.

Le lancement de cette étude donnera lieu à une consultation en procédure adaptée, dans le cadre de la délégation de compétences du Président, sur la base d'un cahier des charges qui sera réalisé à cet effet. L'étude pourrait être réalisée au cours du premier semestre 2015.

Il pourrait être créé un Comité de pilotage de cette étude, comprenant :

- Le Président
- Le Vice-président de la Commission Services aux personnes-Action sociale-Santé
- 2 membres de la Commission Services aux personnes-Action sociale-Santé
- Les 4 Vice-présidents chargés des Commissions Finances, Culture-Jeunesse-Sports, Petite enfance et Habitat-Cadre de vie
- Le Conseiller Général de Nay-Ouest.

Concernant ce dernier, **F. ESCALÉ** fait observer que cette appellation devra être modifiée.

*(Adoption à l'unanimité).*

#### **11° - Mise à jour du règlement de fonctionnement des structures multi accueil**

*(Rapporteur : T. PANIAGUA)*

Il est nécessaire de prévoir, dans le règlement des structures multi accueil, les modalités de gestion des cas de non paiement des factures par les familles.

Le règlement de service des structures multi-accueil Arlequin et Brin d'Eveil serait ainsi complété :

*« Le non-paiement par la famille de sa participation financière, réitéré durant trois mois peut entraîner la rupture du contrat et la perte de la place octroyée.*

*Après notification à la famille, un délai supplémentaire de deux semaines peut être accordé pour régulariser la situation.*

*Ce délai peut être augmenté du temps nécessaire à l'instruction du dossier dans le cas où la famille fait une demande d'aide financière auprès des services sociaux.*

*Passé ce délai, la radiation est prononcée par le Président de la Communauté de communes du Pays de Nay.*

*La décision, motivée, est notifiée à la famille par courrier adressé en recommandé avec accusé de réception. La décision sera immédiatement exécutoire. »*

**N. SALVAYRE** souhaite connaître le pourcentage de non-paiements. **T. PANIAGUA** indique qu'il y a peu de cas et que le montant n'est pas très important, mais ces situations sont difficilement gérables dès lors que les enfants ont quitté la crèche.

*(Adoption à l'unanimité).*

## **12° - Convention triennale CCPN/Relais des deux Gaves**

*(Rapporteur : T. PANIAGUA)*

Il est proposé d'approuver le projet de convention 2015-2017 entre la Communauté de communes du Pays de Nay et l'association Relais des Deux Gaves, pour la gestion du Relais Assistantes Maternelles (RAM) et de la ludothèque.

Les modifications par rapport à la convention 2011/2013 et la convention 2014 portent essentiellement sur :

- le recentrage du Ram-Ludothèque sur ses missions de base
- l'affirmation des complémentarités structures multi-accueil/Ram-Ludothèque au sein du « Service Petite enfance Pays de Nay »
- la précision de la mise à disposition des locaux et du matériel du RAM pour l'action Lieux d'Accueil Enfants Parents (LAEP)
- la précision des missions de la Ludothèque
- la promotion de l'action communautaire (communication du Ram-Ludothèque)
- la clarification des modalités d'entretien du bâtiment
- la clarification des modalités d'évolution de la subvention annuelle.

*(Adoption à l'unanimité).*

## **13° - Règlement d'attribution de subventions aux associations**

*(Rapporteur : M. DUFAU)*

L'article 4 des statuts de la Communauté de communes prévoit une compétence optionnelle relative au versement de subventions aux associations ainsi libellée : « *Octroi d'aides financières aux associations pour des actions qui participent au développement économique, touristique et au dynamisme culturel du territoire, à la protection de l'environnement et favorisent la qualité de vie et du lien social ainsi que la création d'activités au bénéfice des habitants des communes membres* ».

Dans ce cadre, la Communauté de communes accorde des aides financières aux associations déclarées, organisatrices de manifestations ou d'événements présentant un intérêt et un impact à l'échelle de tout le territoire.

Il est proposé d'établir un règlement d'attribution qui permettra à la Commission Culture-Jeunesse et Sports d'étudier les dossiers de demandes d'aide dans un cadre plus précis.

Ce règlement d'attribution :

- Indique le cadre de l'attribution des subventions aux associations.
- Intègre les critères d'éligibilité du projet en mentionnant les thématiques prioritaires :
  - Ancrage territorial et rayonnement
  - Nature du projet
  - Public concerné
  - Financement et moyen mis en œuvre

- Précise les modalités d'information du public
- Précise la procédure de dépôt du dossier, les modalités d'instruction du dossier, le paiement des subventions, la modification et diffusion du règlement

(Adoption à l'unanimité).

#### **14° - Répartition des aides accordées à la mise en place d'activités d'été/jeunes et aux formations BAFA-BAFD**

(Rapporteur : M. DUFAU)

Il est inscrit au budget 2014 de la Communauté de communes, une enveloppe destinée à la mise en place d'activités pour les jeunes ainsi que l'aide aux formations BAFA-BAFD, soit un montant de 30 000 €. Ces activités sont inscrites dans le Contrat Enfance Jeunesse co-signé avec la Caisse d'Allocations Familiales pour les années 2012-2013-2014-2015.

Cette enveloppe a été répartie, dans un premier temps, comme suit: (délibération n°2014-2-9) :

- **Evasion Pyrénéenne** : 14 500 € (versement dans un premier temps de 80 % de ce montant, le solde étant versé sur présentation du bilan réalisé de l'action).
- **Les Gais Montagnards** : 4000 € (versement dans un premier temps de 50 % de ce montant)
- **Formations BAFA-BAFD** : 4500 €
- **Séjours Maison de l'Ado** : 2500 €.

Au vu du bilan des actions réalisées par les associations, de la demande en matière de formations BAFA-BAFD de la part des jeunes du territoire et du bilan du séjour de la Maison de l'Ado, il est proposé de répartir et de ventiler l'enveloppe prévue de 30 000 € de la façon suivante :

- Association Evasion Pyrénéenne de Baudreix "Passeport Activités Jeunes" 2014
  - 11 600 € (montant réajusté en fonction du budget réalisé)
- Association Les Gais Montagnards d'Asson
  - 4000 €
- Séjours jeunes organisés par la Maison de l'Ado de Coarraze
  - 959 € (montant réajusté en fonction du budget réalisé)
- Aides aux formations BAFA et BAFD
  - 5500 €

(Adoption à l'unanimité).

#### **15° - Subventions Ecole de Musique du Pays de Nay**

(Rapporteur : M. DUFAU)

Dans le cadre de la compétence « Adhésion au schéma départemental de l'éducation musicale et soutien à l'association d'enseignement musical à vocation intercommunale », la Communauté de communes du Pays de Nay et l'Association Ecole de Musique du Pays de Nay ont signé une convention d'objectifs et de moyens pour une durée de quatre ans (2012-2015).

Cette convention prévoit une subvention annuelle d'un montant de 35 000 €, dont 25 000 € pour le fonctionnement et 10 000 € maximum pour l'investissement et les projets de développement.

Après examen des comptes de résultats de l'Ecole de Musique du Pays de Nay, il est proposé de verser :

- le solde de la subvention d'investissement pour l'année 2012-2013, soit 2000 €.
- la totalité de la subvention d'investissement pour l'année 2013-2014, soit 10 000 €.

**J. SOUVERBIELLE** soulevant la question du versement tardif des subventions, **JL. POUHEY** précise que les conventions prévoient une attribution en deux fois. Il indique également que, dans plusieurs cas, il importe que les associations bénéficiaires transmettent leurs pièces justificatives dans les formes et délais convenus, la délibération suivante avec la Mission Locale étant une illustration de ces décalages de versement dus à une non transmission des pièces justificatives par les associations.

**J. SOUVERBIELLE** aborde ensuite le problème des locaux de l'Ecole de musique, insalubres. Une demande officielle sera adressée à la Communauté de communes pour une mise à disposition de nouveaux locaux, éventuellement au sein des Usines Berchon.

**M. DUFAU** estime qu'il convient de ne pas mettre en opposition les différents projets de la Communauté de communes, mais qu'ils doivent être complémentaires. Il rappelle que les communes avaient été sollicitées afin de connaître leurs disponibilités de locaux éventuelles pour délocaliser les cours de l'Ecole de musique. Il renouvelle cet appel aux communes.

*(Adoption à l'unanimité).*

#### **16° - Mission locale pour les jeunes : Subvention 2014**

*(Rapporteur : M DUFAU)*

Pour aider l'insertion professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans sur le territoire, la CCPN a conventionné avec la Mission Locale depuis 2002. En 2013, une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens a été signée pour une période de trois ans (délibération du 10 juin 2013).

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, les Communes de Ferrières et d'Arbéost adhèrent à la Communauté de communes du Pays de Nay. Ces communes appartiennent au bassin de vie quotidienne du Pays de Nay. Il apparait donc nécessaire d'élargir le service d'insertion professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans de la Mission Locale Pau-Pyrénées aux Communes de Ferrières et d'Arbéost.

Cette intégration se matérialisera par un avenant à la convention d'objectifs et de moyens signés entre la Communauté de communes du Pays de Nay et la Mission Locale pour les Jeunes Pau-Pyrénées. Cet avenant fera mention également de l'élargissement de la communication à ces deux communes.

Pour l'année 2014, il est proposé de verser, conformément à l'article 5 de la convention, une subvention de 50 938 € correspondant à un acompte de 80% du montant de la subvention annuelle.

Le solde de la subvention de 2013 sera versé à la Mission Locale après examen en commission des pièces justificatives telles qu'énumérées dans la convention ci jointe.

**J. SAINT-JOSSE** estime, au regard du montant des subventions accordées, qu'il serait légitime d'avoir un retour d'information sur le rôle joué par la Mission locale sur le territoire.

**M. DUFAU** indique qu'une liste des dossiers traités par la Mission locale pourra être transmise aux maires qui le souhaitent, pour leur commune et bien sûr à titre tout à fait confidentiel, sur demande adressée au Président de la Communauté de communes.

Il est en outre signalé que les responsables de la Mission locale seront reçus à l'occasion de la réunion de la commission développement économique du 11 février, pour un point complet. Ils participeront également à une prochaine réunion du Bureau au cours de laquelle ils présenteront leur activité.

*(Adoption à l'unanimité).*

#### **17° - Mise à jour du règlement intérieur du service de portage de repas et augmentation du tarif du repas**

*(Rapporteur : JM. BERCHON)*

##### Mise à jour du règlement intérieur du service de portage de repas :

Il est nécessaire de mettre à jour le règlement intérieur du service de portage de repas qui ne correspond plus au fonctionnement du service actuel.

Les modifications portent :

- sur les conditions d'inscription (article 2)
- les commandes des repas (article 3).

Il est précisé le nom des prestataires assurant la confection des repas et le portage des repas (article 4).

Les régimes spécifiques sont mentionnés (article 6).

Des ajustements sont apportés concernant :

- les conditions d'annulation (article 8),
- les litiges (article 9)
- les conditions de paiement et le prix du repas (article 10).

Le règlement intérieur mis à jour figure en pièce jointe.

##### Augmentation du tarif du repas :

Le règlement intérieur du service de portage de repas mentionne dans l'article 10 : « le prix du repas est fixé à 8,50 euros, ce prix sera révisé au moins une fois par an ».

Le prix n'a jamais été modifié depuis la mise en place du service en 2011.

Le coût du repas pour la CCPN sera facturé 5,20 euros TTC à la CCPN au 1/01/2015. Le portage des repas est facturé 3,50 euros TTC, soit un montant total de 8,70 euros TTC.

Les coûts liés à la gestion administrative et comptable du service sont pris en charge par la CCPN et non facturés.

Il est proposé d'augmenter le prix du repas de 0,20 € et de le facturer aux usagers à 8,70 € TTC.

**F. ESCALÉ** souhaite connaître le nombre annuel de repas livrés : 11 374 repas pour l'année 2014 (entre 40 et 50 par jour), étant rappelé que 10 210 repas avaient été livrés en 2013.

*(Adoption à l'unanimité).*

### **18° - Avenant Contrat pour l'action et la performance Barème E Eco Emballages - Reprise aluminium mâchefers**

*(Rapporteur : J. ARRIUBERGE)*

Par délibération du 29 juin 2011, le Conseil communautaire a signé avec Eco-Emballages le contrat pour l'action et la performance (CAP) dans le cadre du Barème E.

Ce contrat a été conclu pour une durée de 6 ans. Il prendra fin au 31 décembre 2016.

Jusqu'à présent, l'aluminium issu des mâchefers de l'incinérateur ne rentrait pas dans le contrat de reprise. Le Syndicat Mixte de Traitement des Déchets (SMTD), gestionnaire de l'Usine d'incinération des ordures ménagères (UIOM) de Lescar, n'avait pas la solution technique pour l'extraire.

Depuis mi-2014, un nouveau procédé d'extraction des non-ferreux a été mis en place sur la plateforme de valorisation des mâchefers et devrait permettre l'extraction d'environ 12 tonnes/mois sur l'ensemble des déchets incinérés à l'usine, ce qui représenterait environ 10 tonnes/an issues du gisement apporté par la Communauté de communes du Pays de Nay à l'UIOM.

A titre d'information, les recettes issues de la revente de ce matériau sont estimées à environ 600 €/tonne (soumis mensuellement au cours des marchés) versées par la société COVED qui est le repreneur retenu pour l'aluminium. La reprise de ce matériau sera effectuée dans le cadre de la reprise option Fédération.

Aux recettes de revente de ce matériau s'ajouteront les soutiens Eco-Emballages associés qui seront de 75 €/tonne.

Afin de pouvoir percevoir les soutiens d'Eco-Emballages correspondants à partir du 1er janvier 2015, il est nécessaire de signer un avenant pour intégrer l'aluminium issu des mâchefers au Contrat pour l'Action et la Performance du Barème E d'Eco-Emballages.

*(Adoption à l'unanimité).*

### **19° - Rapport annuel d'activités**

*(Rapporteur : M. le Président)*

Le Président rappelle qu'il appartient au Conseil communautaire de prendre connaissance, chaque année, du rapport annuel d'activités de la Communauté de communes, conformément à l'article L 5211-39 du CGCT.

Le Conseil communautaire prend acte de la communication du rapport annuel d'activités de la Communauté de communes.

*(Adoption à l'unanimité).*

### **20° - Convention triennale CCPN/CAUE 64**

*(Rapporteur : M. CASSOU)*

Le CAUE des Pyrénées-Atlantiques est un organisme d'intérêt public créé par le département des Pyrénées-Atlantiques le 27 février 1978, en application de la loi sur l'Architecture. Il est chargé de promouvoir les politiques qualitatives relatives à l'architecture, l'aménagement, le développement, l'urbanisme et l'environnement, au travers notamment de l'exercice de ses missions de conseil et d'aide à la décision des collectivités locales. Il est à la disposition des collectivités et des administrations publiques qui peuvent le consulter sur tout projet d'urbanisme, d'architecture ou d'environnement ».

Le CAUE 64 mène avec les collectivités territoriales qui le souhaitent, des actions concertées pouvant être formalisées par des conventions de partenariat.

Il est proposé de passer une convention triennale avec le CAUE 64 ayant pour objet de définir les modalités de partenariat entre la Communauté de communes du Pays de Nay et le CAUE 64 dans les domaines suivants :

1. l'accompagnement sur la définition et la conduite des démarches de planification, des projets d'aménagement ou de construction ;
2. le conseil et l'aide à la décision auprès des communes de la Communauté en relation avec les orientations du SCoT et les politiques de mise en valeur du paysage et du patrimoine ;
3. l'échange d'éléments de connaissance du territoire : données géographiques, historiques...
4. l'animation et le développement des outils d'information et de concertation avec les usagers, habitants et parties intéressées, sur les territoires communaux et communautaire ;
5. l'accompagnement des démarches de connaissance et de valorisation du patrimoine architectural, paysager et environnemental, notamment par des conseils, expertises et actions de sensibilisation à destination des habitants mais aussi des actions de formation des élus et techniciens notamment des services instructeurs ;
6. le développement d'actions culturelles et pédagogiques adossées aux projets portés par la Communauté de communes et les communes qui la composent et entrant dans le champ des compétences communautaires.

Cette convention cadre synthétise l'ensemble des axes sur lesquels les deux partenaires souhaitent travailler ensemble. Elle régularise et décline la programmation 2014-2015. La programmation des années 2016 et 2017 fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

La programmation 2014-2015 porte sur l'accompagnement de la CCPN sur les actions suivantes :

- la mise en conformité accessibilité et l'extension de l'office de tourisme (conseils sur l'aménagement des abords et de la signalétique et sur le réagencement du bâtiment) ;
- la restauration et l'aménagement de l'Usine Berchon à Nay : conduite d'une réflexion préalable, assistance à la définition du programme, à l'élaboration des documents de consultation et au pilotage du projet ;
- la consolidation des ruines et la mise en valeur des anciennes forges d'Arthez d'Asson : expertise patrimoniale et aide à la décision.

La convention (projet ci-joint) prendra effet à compter de sa signature et se terminera le 31 décembre 2017. Elle pourra être reconduite de façon expresse entre les parties.

La participation de la CCPN s'élèvera à 4 500 € pour le programme 2014-2015. La CCPN étant déjà adhérente pour l'année 2014 au titre d'une convention particulière, la contribution susmentionnée comprend l'adhésion (1 200 €) pour l'année 2015.

*(Adoption à l'unanimité).*

**21° - Désignation d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant au sein du collège Territoire du Conseil d'Administration du Comité Départemental du Tourisme Béarn-Pyrénées Pays Basque**

*(Rapporteur : G. CHABROUT)*

La Communauté de communes du Pays de Nay doit désigner un élu titulaire et un élu suppléant au sein du collège « territoires » du Conseil d'Administration du Comité Départemental du Tourisme (CDT) Béarn Pyrénées – Pays basque.

Le CDT est un organisme local de tourisme, créé au niveau du Département depuis la loi de décentralisation de 1986, comme disposé aux termes des articles L.132-2 à 6 du Code du Tourisme.

Les principales missions d'un CDT sont notamment de :

- Fédérer, informer et stimuler tous les acteurs publics et privés de son département
- Analyser, conseiller, évaluer et élaborer, notamment la stratégie de développement touristique du département
- Collecter, gérer, qualifier et mettre à disposition les informations touristiques (observation touristique)
- Faire la promotion de son offre en France et à l'étranger
- Gérer et animer des filières infra-départementales afin de développer la mise en marché.

Il est proposé de procéder aux désignations suivantes :

- En qualité de délégué titulaire : Guy Chabrou, vice Président en charge du Tourisme à la communauté de communes du Pays de Nay.
- En qualité de délégué suppléant : Marie-Noëlle Pée, vice-présidente du Conseil d'exploitation de l'Office de tourisme communautaire collège Professionnels.

*(Adoption à l'unanimité).*

## **22° - Désignation d'un membre de la Communauté de communes du Pays de Nay au Conseil d'administration du Lycée des métiers d'art de Coarrazé**

*(Rapporteur : M le Président)*

La représentativité des collectivités de rattachement au conseil d'administration des lycées a changé à la date du 3 novembre 2014, suite au décret 2014-1236 pris pour l'application de l'article L.421-2 du Code de l'éducation issu de la loi 2013-595 du 8 juillet 2013 et qui est paru au JO du 24 octobre 2014. Pour le lycée des métiers d'art de Coarrazé, le conseil d'administration qui était constitué pour le collège des élus de trois membres du conseil municipal de Coarrazé et d'un conseiller régional, sera dorénavant composé comme suit :

- deux conseillers régionaux (à titre décisionnaire),
- un membre du conseil municipal de Coarrazé (à titre décisionnaire),
- un membre de la Communauté de communes du Pays de Nay à titre consultatif.

En conséquence pour être en conformité avec les textes récents, il doit être procédé à la nomination d'un conseiller communautaire qui sera désigné comme membre du conseil d'administration du Lycée des Métiers d'Art de Coarrazé, mais qui ne pourra assister au conseil d'administration qu'à titre consultatif.

Après avis du Bureau du 8 décembre 2014, il est donc proposé de désigner M. DUFAU en qualité de représentant de la CCPN au sein du conseil d'administration du Lycée des métiers d'art de Coarrazé.

*(Adoption à l'unanimité).*

## **23° - Fixation du montant définitif de l'attribution de compensation pour la commune de Ferrières**

*(Rapporteur : M. CASSOU)*

Le Président rappelle que par délibération en date du 4 novembre 2013, une attribution de compensation provisoire d'un montant de 12 722,00 euros a été calculée pour la commune de Ferrières sur la base des données fiscales notifiées.

Avec les données fiscales définitives pour l'année 2013, il est désormais possible de déterminer l'attribution de compensation définitive de la commune comme suit :

<u>Données fiscales définitives 2013 en €</u>	
CFE	2 252
CVAE	439
IFER	1 038
TASCom	0
Taxe additionnelle de FNB	0
Ex compensation part salaire	3 097
Réduction de la fraction recette	0
Compensation exonération ZAT	57
Réduction du taux départemental de TH départemental	14 077
<b>TOTAL des ressources transférées</b>	<b>20 960</b>
<b>Charges nettes transférées</b>	<b>8 291</b>
<b>Attribution de compensation définitive</b>	<b>12 669</b>

(Adoption à l'unanimité).

#### **24° - Fixation du montant définitif de l'attribution de compensation pour la commune d'Arbéost**

(Rapporteur : M. CASSOU)

Le Président rappelle que par délibération en date du 4 novembre 2013, une attribution de compensation provisoire d'un montant de 24 164,00 euros a été calculée pour la commune d'Arbéost sur la base des données fiscales notifiées.

Avec les données fiscales définitives pour l'année 2013, il est désormais possible de déterminer l'attribution de compensation définitive de la commune comme suit :

<u>Données fiscales définitives 2013 en €</u>	
CFE	11 037
CVAE	1 943
IFER	7 004
TASCom	0
Taxe additionnelle de FNB	0
Ex compensation part salaire	408
Réduction de la fraction recette	0
Compensation exonération ZAT	85
Réduction du taux départemental de TH départemental	12 133
<b>TOTAL des ressources transférées</b>	<b>32 610</b>
<b>Charges nettes transférées</b>	<b>7 555</b>
<b>Attribution de compensation définitive</b>	<b>25 055</b>

(Adoption à l'unanimité).

#### **25° - Dotation de solidarité communautaire (DSC) 2014**

(Rapporteur : M. CASSOU)

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 31 mars 2005 fixant les modalités de calcul des attributions de la DSC au bénéfice des communes,

Considérant que la Communauté de communes s'est attaché les services d'un cabinet spécialisé en finances publiques dans le but, notamment, de travailler sur le pacte financier qui lie la CCPN à ses communes membres,

Considérant que les travaux dans ce domaine ne sont pas achevés,

Considérant qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2014, les communes d'Arbéost et de Ferrières ont adhéré à la Communauté de communes du Pays de Nay et qu'il convient à ce titre de leur verser une dotation de solidarité communautaire pour l'année 2014,

le Président rappelle que la DSC comprend une dotation forfaitaire de 1 000,00 € par communes puis que le reste de l'enveloppe est réparti en fonction de trois critères :

- La population DGF
- Le potentiel fiscal
- L'évolution des bases de TP hors zones communautaires entre 2003 et l'année considérée, sachant que les dernières données de TP connues sont celles de l'année 2010.

Jusqu'alors, le montant total de la DSC est resté fixé chaque année à 64 000,00 €.

L'adhésion de deux communes nouvelles impose tout d'abord d'ajouter pour 2014 un minimum de 2 000,00 € correspondant au montant forfaitaire.

Pour la part restant à répartir, il est proposé de l'augmenter de 3 334,00 euros, ce qui correspond à une augmentation proportionnelle à l'enveloppe de 40 000,00 euros antérieurement répartie entre 24 communes et qui porterait la DSC 2014 au montant total de 69 334,00 euros.

Il est précisé que pour les communes d'Arbéost et de Ferrières, l'évolution des bases de TP hors zones communautaires sera neutralisée et fixée à zéro, ces deux communes n'appartenant pas à la CCPN pour la période considérée (2003-2010).

*(Adoption à l'unanimité).*

#### **26° - Budget 312 – SPANC 2014 – DM n° 1**

*(Rapporteur : M. CASSOU)*

Il est proposé de prendre une décision budgétaire modificative n°1 du Budget annexe SPANC 2014 pour prévoir des crédits :

- pour réimputer une subvention de fonctionnement qui avait été imputée à tort en investissement,
- pour affecter au CH012 (charges de personnel) le montant correspondant relatif à la mise à disposition de personnel par le SEAPaN pour l'année 2013.

DEPENSES		RECETTES	
<u>Section Fonctionnement</u>			
c/6215 CH012	<b>+ 3 324,00</b>	c/7473 CH74	<b>15 675,44</b>
c/6287 CH011	<b>- 3 324,00</b>		
<u>Section Investissement</u>			
c/1313 CH13	<b>15 675,44</b>		

*(Adoption à l'unanimité).*

**27° - Budget 319 – ZAE de Coarraze 2014 – DM n° 1**

(Rapporteur : M. CASSOU)

Il est proposé de prendre une décision budgétaire modificative n°1 du Budget annexe ZAE de Coarraze 2014 pour prévoir des crédits permettant de régulariser les écritures de stock relative à l'acquisition de terrains.

DEPENSES		RECETTES	
<u>Section Fonctionnement</u>			
c/608 CH043	+ 11 600,00	c/796 CH043	+ 11 600,00
<u>Section Investissement</u>			

(Adoption à l'unanimité).

**28° - Budget 311 – Office de Tourisme 2014 – DM n° 1**

(Rapporteur : M. CASSOU)

Il est proposé de prendre une décision budgétaire modificative n°1 du Budget annexe Office de Tourisme communautaire 2014 pour prévoir des crédits pour l'adaptation du site internet de l'Office.

DEPENSES		RECETTES	
<u>Section Fonctionnement</u>			
c/2051 CH20	+ 1 020,00		
c/2183 CH21	- 1 020,00		
<u>Section Investissement</u>			

(Adoption à l'unanimité).

**29° - Plan de formation mutualisé 2014-2016**

(Rapporteur : M. CASSOU)

Le Président rappelle que la loi du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la Fonction publique territoriale impose aux collectivités d'établir pour leurs agents un plan de formation annuel ou pluriannuel.

Dans ce cadre, le Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Pyrénées-Atlantiques et le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) ont conduit un projet d'accompagnement à la rédaction d'un plan de formation mutualisé sur le territoire Est Béarn.

Ce projet permettra notamment au CNFPT d'organiser des formations sur le territoire concerné.

La Communauté de communes du Pays de Nay a participé, en 2014, à l'élaboration de ce plan de formation mutualisé, au travers de plusieurs réunions organisées avec les autres collectivités du territoire.

*(Adoption à l'unanimité).*

### **30° - Tableau des effectifs**

*(Rapporteur : M. CASSOU)*

Dans le cadre des projections de services et d'organisation de la CCPN, il est proposé de compléter le tableau des effectifs de la CCPN, afin d'y intégrer les postes suivants :

- Service Urbanisme-Droit de sols

En application de la délibération relative à la création d'un service Urbanisme-Droit de sols au 1/07/2014, il est proposé d'ouvrir 3 emplois permanents à temps plein au tableau des effectifs :

- 2 postes d'instructeurs : filière administrative catégorie C ou B (adjoint administratif, rédacteur) ou filière technique catégorie C ou B (adjoint technique, technicien)
- 1 poste de chef de service : filière administrative catégorie B ou A (rédacteur, attaché) ou filière technique catégorie B ou A (technicien, ingénieur).

- SIG :

Il est proposé de créer un emploi permanent à temps plein pour le SIG communautaire : filière technique, catégorie B, technicien.

- Piscine Nayeo

Il est proposé de créer un emploi permanent à temps plein d'adjoint au directeur de Nayeo, qui pourrait également exercer les fonctions de chef de bassin : filière sportive, catégorie B

- Office de Tourisme

Il est proposé de créer un emploi non permanent à temps plein pour 6 mois (janvier 2015 à juin 2015) pour accroissement temporaire d'activité en raison de l'inauguration de la véloroute et du nouveau PLR, du nouveau projet eaux-vives, ainsi que du développement de la coopération avec les Hautes-Pyrénées.

**JL. POUHEY** précise que le poste d'adjoint au directeur de Nayeo sera ouvert aussi bien à la mobilité interne qu'en externe. Ce recrutement sera organisé lorsque le futur directeur aura été choisi.

S'agissant du recrutement pour le SIG communautaire, **F. ESCALE** demande si une solution pourrait être déployée en interne. **A. VIGNAU** estime quant à lui nécessaire de décloisonner les fonctions, et suggère d'intégrer ce poste au sein du futur service urbanisme.

**M. CASSOU** et **JL POUHEY** confirment que cet emploi, même s'il a vocation à être principalement rattaché au nouveau service urbanisme, correspond à une formation et à un métier très spécialisés de « géomaticien » qui ne peut être exercé par un urbaniste ou un instructeur droit des sols.

Ce poste sera également financé en partie par le SEAPAN.

*(Adoption à l'unanimité).*

### **31° - Adhésion au Centre de Gestion des Pyrénées Atlantiques pour la prestation Santé au travail**

*(Rapporteur : M. CASSOU)*

La Communauté de communes adhère actuellement à la convention proposée par le Centre de gestion pour la prestation « médecine préventive ». Par délibération en date du 5 septembre 2014, le Centre de gestion a décidé de résilier ces conventions au 31 décembre 2014 et de proposer une nouvelle convention à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 qui prenne en compte l'évolution de la réglementation préconisant la mise en place d'une équipe pluridisciplinaire autour du médecin de prévention.

La convention d'adhésion au Centre de Gestion des Pyrénées Atlantiques pour la prestation Santé au travail fixe les modalités d'intervention des médecins de prévention et des agents intervenant en prévention des risques professionnels (conseillers de prévention, ergonomes, assistantes sociales, psychologues du travail).

Pour l'année 2015, la tarification reste inchangée, elle est fixée à 50 € par an et par agent employé par la collectivité au 1<sup>er</sup> janvier et la facturation du Centre de Gestion sera établie chaque année au 1<sup>er</sup> mai.

*(Adoption à l'unanimité).*

### **32° - Mutualisation des services - Avenant N° 1 à la convention entre la Communauté de communes du Pays de Nay et le Syndicat d'eau potable et d'assainissement du pays de Nay - mise à disposition – mutualisation des services**

*(Rapporteur : M. CASSOU)*

Une convention entre la Communauté de communes du Pays de Nay et le Syndicat d'eau potable et d'assainissement du pays de Nay ayant pour objet la mise à disposition et la mutualisation des services a été signée le 20 février 2014 (délibération du 17 février 2014)

Plusieurs modifications sont intervenues depuis la signature de cette convention, dont il convient de tenir compte :

- A compter du 23 juin 2014, la Communauté de communes a recruté un 2<sup>e</sup> agent d'accueil qui a été intégré au Pôle accueil CCPN-SEAPaN,
- Par délibération en date du 27 octobre 2014, la Communauté de communes a instauré un compte épargne temps pour ses agents. Il est précisé que les agents mis à disposition pourront bénéficier de ce compte épargne temps.
- A compter du 15 septembre 2014, le service finances, comptabilité et RH de la Communauté de communes a été réorganisé avec l'arrivée d'un rédacteur, agent dédié à la mise en œuvre de la gestion des ressources humaines,
- Par délibération en date du 22 septembre 2014, le Conseil communautaire a fixé le loyer de la Maison de l'eau et de l'assainissement au montant de 10 950 € pour l'année 2014, la quote-part du SPANC s'élevant à 955 €. La convention de mise à disposition des locaux a prévu que le SPANC rembourserait cette quote-part au SEAPaN dans le cadre des conventions de mise à disposition.

*(Adoption à l'unanimité).*

### **33° - Statuts de la Communauté de communes : actualisation**

*(Rapporteur : M. le Président)*

Il est proposé d'approuver chaque fin d'année, lorsque cela est nécessaire, une version actualisée et consolidée des statuts.

L'actualisation proposée en 2014 porte sur la prise de compétence suivante :

Compétences optionnelles :

Social : g) Adhésion à un groupement de coopération sanitaire.

(Adoption à l'unanimité).

### **34° - Usines Berchon : étude préalable à la restauration d'un monument historique : demande de subvention**

(Rapporteur : M. DUFAU)

Différentes études conduites par la CCPN ont conduit à identifier la grande halle des usines Berchon comme un site majeur pour le territoire. Outre sa valeur patrimoniale et identitaire, l'édifice occupe une localisation stratégique au cœur de la ville-centre de la CCPN, où pourrait être envisagée la création d'équipements culturels structurants.

Souhaitant faire reconnaître la valeur architecturale de l'édifice, la CCPN et la commune de Nay, actuelle propriétaire du site, ont conjointement adressé une demande de protection de la halle Berchon au titre des monuments historiques. L'inscription a été accordée par la commission régionale du patrimoine et des sites le 23 janvier 2014, sous condition toutefois que le projet de réhabilitation soit compatible avec l'intégrité patrimoniale de l'édifice.

Sur la recommandation du service patrimoine du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques, la CCPN a donc entrepris une étude préalable à la réhabilitation de la halle Berchon en tant que monument historique. Le budget global est évalué à 50 000 €.

L'assistance du CAUE 64 a permis, au terme d'un cycle de réunions conduites en 2014, de déterminer la méthodologie suivante :

- Réalisation d'un audit sécurité incendie ;
- Etude technique confiée à un économiste de la construction sur la compatibilité de la halle Berchon avec 3 préprogrammes de réhabilitation (cinéma, lecture publique, complexe ateliers métiers d'art et Centre d'interprétation du patrimoine) et chiffrages des différentes opérations.

Plan de financement

<b>DEPENSES en Hors Taxes</b>	<b>En euros</b>	<b>RECETTES</b>	<b>En euros</b>	<b>En %</b>
Détails des principaux postes : Audit sécurité incendie : Etude technique :	3 000 € 47 000 €	Conseil Général (Aides aux tiers -étude)	15 000 €	30 %
		CCPN (autofinancement)	17 500 €	35 %
		Commune de Nay	17 500 €	35 %
<b>TOTAL</b>	<b>50 000 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>50 000 €</b>	<b>100%</b>

(Adoption à l'unanimité).

### **35° - Projet Forges d'Arthez d'Asson : demande de subvention**

(Rapporteur : M. DUFAU)

Le site de la forge d'Arthez d'Asson s'inscrit dans un projet de mise en valeur de la filière sidérurgique et métallurgique locale. Cette route intègre en amont les mines de Baburet (Louvie-Soubiron) et en aval des sites de transformation.

A l'échelle de la commune d'Arthez d'Asson, le site de la forge serait intégré dans un parcours global de découverte et d'interprétation, inscrit dans le Plan Local de Randonnées et dans la signalétique d'interprétation du patrimoine de la CCPN.

L'objectif de ce projet est donc d'aménager le site de la forge de manière à permettre son accessibilité, sa visibilité et sa mise en sécurité (les vestiges de la forge sont en effet associés à un équipement hydro-électrique géré par la SHEM), avec :

- Un aménagement d'une aire sécurisée de stationnement et d'observation ;
- Une consolidation des vestiges de la forge ;
- Le débroussaillage annuel du site.

Une étude a été conduite avec l'Atelier du Bâtiment ancien et le CAUE afin de déterminer une méthodologie d'intervention sur les vestiges.

En parallèle, une convention avec la SHEM (délibération du 30 juin 2014) garantit l'accès aux vestiges de la forge pour les travaux de restauration et d'entretien. Elle permet également à la CCPN d'acquérir, à l'issue d'une procédure de déclassement du domaine public, la parcelle 525 où sera aménagée l'aire de stationnement et d'observation.

Plan de financement

<b>DEPENSES en Hors Taxes</b>	<b>En euros</b>	<b>RECETTES</b>	<b>En euros</b>	<b>En %</b>
Détails des principaux postes : Etude technique :		Conseil Général (Aides aux tiers)	32 000 €	40 %
Accessibilité / sécurisation :	1 030 €	CCPN (autofinancement)	48 000 €	60 %
Consolidation des vestiges :	15 000 €			
Débroussaillage du site :	55 970 €			
	8 000 €			
<b>TOTAL</b>	<b>80 000 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>80 000 €</b>	<b>100%</b>

(Adoption à l'unanimité).

### **36° - Signalétique patrimoine : demande de subvention**

(Rapporteur : M. DUFAU)

Un recensement du patrimoine rural non protégé du Pays de Nay a été conduit en 2011 dans le cadre du contrat communautaire de développement 2009-2012 entre la CCPN et le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques. Il a permis de mettre en évidence sur l'ensemble du territoire d'un patrimoine diffus d'une grande richesse historique et architecturale.

Le projet de signalétique accompagne un programme d'aide à la restauration du patrimoine défini par délibération du Conseil communautaire en date du 8 octobre 2012. Trois sites ont à ce jour bénéficié de ce dispositif (cabane agricole à Boeil-Bezing, lavoir à Lagos, passerelle à Angaïs). De nouvelles demandes émanant de communes et de particuliers seront étudiées en 2015, portant notamment sur des éléments de patrimoine industriel et économique (ancienne forge à Arros de Nay, bascule à Pardies-Pietat, four à chaux à Montaut). La CCPN conduit en parallèle une politique de sauvegarde des éléments mobiliers de patrimoine industriel dans d'anciens lieux de fabrication faisant l'objet de réhabilitation. Un atelier complet d'ébénisterie, du matériel de filature ainsi que plusieurs échantillons, meubles et autres archives ont ainsi pu être collectés. Le déménagement d'un atelier complet de tissage est prévu durant l'année 2015.

Afin de valoriser ce patrimoine, la CCPN souhaite entreprendre la mise en place de mobiliers d'interprétation du patrimoine et du paysage (pupitres et tables d'orientation). L'objectif est de doter le territoire d'un équipement de découverte touristique structurant, complétant le Plan Local de Randonnées, mais également d'un outil de sensibilisation et d'ancrage à destination de la population résidente.

Le projet concerne environ 140 points de découverte répartis sur l'ensemble des communes de la CCPN, le plus souvent sous la forme de parcours. Le discours d'interprétation, unifié sur l'ensemble des supports, mettra en évidence la cohérence territoriale de la CCPN en révélant ses grandes dynamiques historiques (bastides, agriculture, industrie et pèlerinages).

Le coût prévisionnel du projet s'établit à 80 000 €.

#### Plan de financement

<b>DEPENSES en Hors Taxes</b>	<b>En euros</b>	<b>RECETTES</b>	<i>En euros</i>	<b>En %</b>
Détails des principaux postes : Traductions : Conception graphique : Fabrication et pose :	2 000 € 13 000 € 63 000 €	Conseil Général (Aides aux tiers)	15 600 €	20 %
		CCPN (autofinancement)	57 000 €	73 %
		Assat – Narcastet (communes hors CCPN mais bénéficiant du programme)	4 300 €	5,5 %
		SHEM (mécénat)	1 100 €	1,5 %
<b>TOTAL</b>	<b>78 000 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>78 000 €</b>	<b>100%</b>

*(Adoption à l'unanimité).*

Plus aucune question n'est inscrite à l'ordre du jour.

Le Président lève la séance à 23 H 45 en souhaitant à tous de passer de bonnes fêtes.